



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

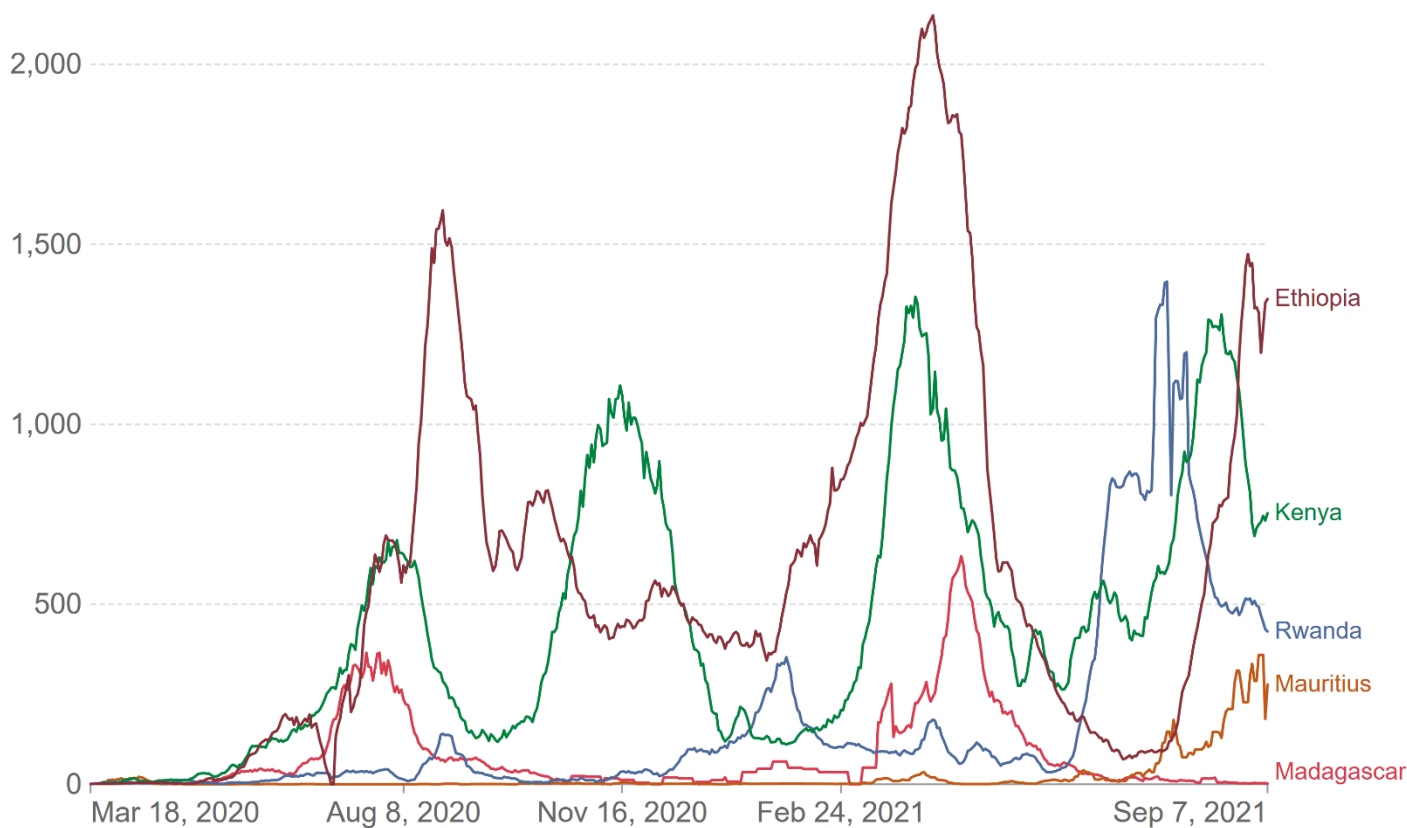
21 septembre 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

🍷 Burundi

Interdiction des rassemblements sociaux durant la semaine

Lundi 20 septembre, les autorités burundaises ont annoncé l'interdiction de tout rassemblement durant les jours de la semaine. Selon le ministère des Affaires internes, cette décision a été prise « parce que les citoyens ne respectent pas les mesures décrétées par les autorités sanitaires et que cela a entraîné une augmentation des cas de Covid-19 ».

🍷 Comores

Lancement du projet AFIDEV à hauteur (15 MUSD) pour soutenir les filières agricoles de rente

Une cérémonie de lancement du projet d'appui aux filières d'exportation et au développement rural (AFIDEV) a été organisée, jeudi 16 septembre, en présence du Président Azali Assoumani, du ministre de l'Agriculture, Houmed M'Saidie et du nouvel ambassadeur de France, Sylvain Riquier. 15 M€ vont ainsi être mobilisés pour soutenir le développement des cultures de rente, vanille, girofle, ylang- ylang, qui sont les principaux produits d'exportation des Comores.

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

🍷 Ethiopie

Allocation de 500 MUSD de l'AfreximBank à destination des banques commerciales

La Banque africaine d'import-export (*Afreximbank*) a alloué 500 MUSD pour soutenir 18 banques commerciales éthiopiennes dans le cadre de son programme de facilitation du commerce (AfTRAF). Ce programme permet aux banques commerciales d'avoir accès à 5 facilités dont une facilité de confirmation de lettres de crédit et une facilité de remboursement interbancaire. Alors que les interventions de l'*AfreximBank* en Éthiopie étaient principalement exécutées via la *Commercial Bank of Ethiopia*, ce prêt vise à développer des partenariats avec 10 autres banques commerciales d'ici fin 2021. Dans un contexte de pénurie structurelle de devises, l'AfTRAF permettrait aux banques privées de bénéficier de facilités et de financements de l'*Afreximbank*, grâce à une nouvelle directive sur l'intermédiation des devises de la Banque centrale éthiopienne. Publiée en 2020, la directive permet aux banques commerciales d'emprunter des devises étrangères auprès d'institutions financières internationales.

Expiration d'une partie du programme du Fonds Monétaire International (FMI)

La composante du programme FMI soutenue par une Facilité élargie de crédit (*Extended Credit Facility* – ECF) a expiré ce 19 septembre 2021 en

raison de la non-conclusion des 1^{ère} et 2^{ème} revues du programme après 18 mois. Cette composante représentait plus de la moitié du montant total du programme, soit 1,7 Md USD (400 % du quota). La deuxième composante du programme, soutenue par un Mécanisme élargi de crédit (*Extended Funding Facility* – EFF), d'un montant initial de 1,2 Md USD (300 % du quota) peut quant à elle être maintenue. Le programme (2,9 Mds USD) a été adopté fin 2019 et vise à soutenir la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale *Homegrown Economic Reforms*, basée notamment sur une plus grande ouverture au secteur privé. Les deux principaux objectifs du programme sont de ramener l'Éthiopie en risque « modéré » de surendettement et de réformer le régime de change du pays.

De bons résultats enregistrés par le marché obligataire

Mis en place par le gouvernement en décembre 2019, le marché des bons du Trésor avec enchères compétitives a enregistré une amélioration de ses performances au cours de l'année fiscale 2020/21. L'émission nette de bons du Trésor à différentes échéances (principalement sur des maturités courtes ou intermédiaires) s'est élevée à 97,2 Mds ETB (2,1 Mds USD), portant l'encours total à 121 Mds ETB (2,6 MUSD). Les avances dont a pu bénéficier le gouvernement ont presque triplé, passant de 31 Mds ETB (670 MUSD) à 83,5 Mds ETB (1,8 Md USD). D'après le ministère des Finances, la participation des banques commerciales publiques et privées sur le marché des bons du Trésor a augmenté par rapport aux trimestres précédents et à l'année dernière. La part des bons du Trésor dans le PIB s'élève à 2,5 % fin 2021 contre 3 % fin 2020.

Kenya

Légère récession de 0,3 % en 2020

Selon les autorités kenyanes, la croissance de l'activité économique s'est établie à -0,3 % en 2020, (pour mémoire, le FMI tablait sur -0,1% et la banque Mondiale sur -0,3%), après +5,0 % en 2019. La forte contraction du tourisme (-47,7 %) et des activités connexes a été partiellement compensée par la croissance des secteurs agricoles (+4,8 %), de la construction (+11,8 %) et de la santé (+6,7 %), grâce à la poursuite des investissements dans les infrastructures publiques et la santé. Les autorités tablent sur un rebonds à 5,1 % en 2021.

Kenya Airways réduit ses tarifs de 30 % dans sa course aux revenus

Kenya Airways a annoncé une réduction du prix de ses billets d'avion allant jusqu'à 30 %, la compagnie cherchant à consolider ses revenus suite à l'augmentation des pertes dues au Covid-19.

Le déficit commercial kenyan se creuse de 36 %

Les nouvelles données du Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) montrent que le montant des importations a augmenté de 28 % sur les sept premiers mois de l'année, passant de 915 Mds KSH il y a un an à 1 168 Mds KSH. Le déficit commercial s'est ainsi creusé de 35,6 % pour atteindre 740,5 milliards de shillings par rapport à la même période de l'année dernière, sous l'effet de l'affaiblissement du shilling et de l'augmentation de la demande, alors que de plus en plus de secteurs de l'économie ont rouvert. Le Kenya étant un importateur net de machines, de pétrole et d'autres produits secondaires, une dépréciation du shilling entraîne une augmentation du prix des importations.

Madagascar

Signature de deux accords de financement entre la France et Madagascar

Le groupe britannique *Tirupati Graphite* a annoncé le 6 septembre avoir mis en service une première tranche de 9 000 tonnes de production de graphite sur son projet de Vatomina (Est de Madagascar). Cette production s'ajoute à une première mine qui extrait 3 000 tonnes par an. L'objectif est d'atteindre une capacité de production totale de 84 000 tonnes par an d'ici 2024, ce qui conduirait à une amélioration de la marge brute d'exploitation, qui dépasserait les prévisions initiales de 57 %.

Maurice

Pas de brève cette semaine.

Ouganda

Une franchise de Carrefour rachète les magasins Shoprite

Majid Al Futtaim, un franchisé de Carrefour, a conclu un accord pour reprendre six magasins en Ouganda du détaillant sud-africain *Shoprite*. *Shoprite* avait annoncé le mois dernier qu'il mettait fin à ses activités en Ouganda après que la crise sanitaire avait affecté le revenu des ménages et pesé sur les bénéfices de l'entreprise. Le secteur ougandais de la vente au détail a connu, ces derniers mois, un exode des entreprises étrangères en raison du ralentissement de la croissance économique provoqué par la pandémie de Covid-19. L'investisseur émirati, Majid Al Futtaim, détenteur des droits de franchise de Carrefour

dans plusieurs pays, a signé un accord avec *Shoprite* pour reprendre les magasins ougandais d'ici la fin de l'année. Carrefour est entré sur le marché ougandais en 2019 et exploite actuellement deux magasins tandis que *Shoprite*, présent en Ouganda depuis 2000, opérait dans six points de vente en employant plus de 300 personnes. La franchise devra néanmoins faire face à la concurrence avec des chaînes de magasins locaux encore présents sur le marché, tels que *Capital Shoppers*.

Le nouveau projet de loi 2021 EACOP devrait combler les lacunes fiscales

La semaine dernière, le gouvernement ougandais a adopté le projet de loi 2021 sur l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP), mettant en place un cadre juridique suprême qui définit les sections clés du régime fiscal du projet, ainsi que les règles concernant l'implication des entreprises locales dans la fourniture de biens et services. Dans le document, l'Ouganda offre aux partenaires de la coentreprise (TotalEnergies et CNOOC) la certitude que leur investissement est protégé contre tout changement de loi grâce à l'insertion d'une clause de stabilisation. Le projet répond aussi aux inquiétudes du gouvernement ougandais concernant l'impact fiscal négatif des traités de non double imposition. Il définit les taxes que la compagnie pétrolière devra payer tout en assurant certains avantages fiscaux dont bénéficieront les sociétés du projet. En contrepartie, le projet de loi stipule que l'industrie devra se conformer aux règles de contenu local qui prévoient de donner la priorité aux ougandais lors de la procédure de passation de marchés. Ce projet de loi est l'un des derniers documents nécessaires pour officialiser le début de la construction de l'oléoduc, alors que l'Ouganda s'est fixé comme objectif de produire son premier baril de pétrole commercial en avril 2025.

Augmentation de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire en circulation est passé de 628 MUSD à 1,19 Md USD au cours des sept dernières années. Selon la Banque centrale, au cours du 1^{er} trimestre, la croissance des dépôts à vue est passée de 14,3 % à 8,7 %, tandis que la croissance des dépôts à terme et des dépôts d'épargne est passée de 20,2 % à 14,1%. Par ailleurs, l'argent en circulation a augmenté de 73 MUSD entre juin et juillet, signalant l'expansion des activités commerciales. D'après le directeur de recherche de la Banque centrale, Dr. Mugume, l'augmentation de la masse monétaire pourrait avoir bénéficié d'un effet d'entraînement dû à la reprise économique enregistrée en janvier et mars, avec une augmentation des dépenses des ménages. Cependant, la croissance de la masse monétaire avait ralenti au cours du second trimestre, reflétant un ralentissement de la reprise économique engendré par la résurgence du Covid-19.

Rwanda

Un rapport estime la valeur économique des zones protégées rwandaises

Un rapport sur la faune au Rwanda a estimé la valeur des différentes zones protégées du pays. Il ressort de celui-ci que la forêt de Nyungwe, situé à l'ouest du pays, a une valeur estimée à 4,8 Mds USD. Cette estimation comprend des indicateurs tels que le potentiel économique de la zone ainsi que les coûts économisés grâce à la conservation des espèces sauvages ou les services rendus par la zone protégée. A titre d'exemple, Nyungwe est l'une des plus anciennes forêts tropicales d'Afrique, couvrant 1 019 km² de forêts denses, de pentes couvertes de bambous, de prairies et de zones humides. Ces caractéristiques, associées au fait que le parc

alimente deux des plus grands fleuves du monde, le Congo et le Nil et fournit 70 % de l'eau douce du pays ont permis à l'organisation d'estimer la valeur économique de la zone. Le rapport, qui a pour objectif de mettre en avant le potentiel économique des zones protégées a ainsi estimé la valeur du parc de Mukura (ouest) à 1,4 MUSD par an et le parc national de l'Akagera (est) à 1,1 MUSD.

Seychelles

Pas de brève cette semaine.

Somalie

L'armée lance des opérations contre Al shabab avec l'AMISOM

Les forces armées de l'Union Africaine (UA) et de l'armée nationale somalienne ont lancé, mercredi 22 septembre, des opérations conjointes contre Al-Shabab. L'AMISOM a près de 22 000 soldats en Somalie, essentiellement en provenance des armées kenyane, djiboutienne, éthiopienne, ougandaise et burundaise.

Soudan

Première baisse de l'inflation au mois d'août

Pour la première fois depuis l'arrivée du gouvernement de transition au pouvoir en septembre 2019, le taux d'inflation a baissé au Soudan passant de 422,7 % en glissement annuel au mois de juillet à 387,56 % au mois d'août. Le *Central Bureau of Statistics* attribue cette inflexion à une baisse de la demande, engendrée par une diminution du pouvoir d'achat, et à la

stabilité du taux de change, qui dure maintenant depuis trois mois environ, suite à la dévaluation de 85% du SDG à la fin du mois de février dernier.

🌐 Soudan du Sud

Le président S. Kiir autorise d'1,6 MUSD de dépense pour les législateurs

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit, a autorisé le versement de 2 500 USD à chaque membre de la législature nationale de transition, à titre d'indemnité de règlement, alors que le pays connaît un contexte de famine, d'insécurité et d'inondation. En juillet 2018, le président Kiir avait déjà autorisé le versement de 40 000 USD aux législateurs pour des dépenses notamment en voitures et en logement.

🌐 Tanzanie

Signature d'un contrat de construction pour le nouvel aéroport de Dodoma

Le gouvernement tanzanien a accordé à trois entreprises chinoises, *Beijing Sinoaero Construction Engineering Co*, *China Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co* et *Sinohydro Corporation* le contrat de construction de l'aéroport international qui desservira la capitale Dodoma. Un accord à cet effet a été signé le lundi 13 septembre entre l'Agence nationale des routes de Tanzanie (TANROADS) et l'adjudicataire. Ce projet, conceptualisé depuis des années, va nécessiter un investissement total estimé à 329,4 MUSD, dont un prêt de 198,6 MUSD de la Banque africaine de développement (BAD), 23,5 MUSD du Fonds africain de développement (FAD) et 50,0 MUSD de l'*Africa Growing Together*

Fund (AGTF). Le projet, prévu pour durer quatre ans, se déroulera en deux étapes. Après l'exécution des travaux de la phase 1, l'aéroport sera capable d'accueillir jusqu'à 1,5 million de passagers par an. Rappelons que Dodoma dispose déjà d'un aéroport à statut domestique. Il ne peut cependant pas accueillir des avions gros-porteurs. Les aéroports internationaux de Dar es Salam, Kilimandjaro et Zanzibar restent les plus importants du pays.

Révision à la baisse de la croissance économique

Selon une lettre d'intention au Fonds monétaire international (FMI), la Tanzanie a réduit sa prévision de croissance à 4 % cette année, contre 5,6 % annoncés en juin, en raison de l'impact du Covid-19. L'apparition de la troisième vague de Covid-19 entraînant le ralentissement des performances de secteurs clés, notamment le tourisme et les transports. En 2020, l'économie du pays aurait connu une croissance de 4,8% par rapport aux 7,0 % prévus initialement. En février 2022, le gouvernement déposera un budget supplémentaire au Parlement après le décaissement de 567 MUSD par le FMI, au titre de la RCF et de la RFI. La Tanzanie n'avait pas bénéficié de financement d'urgence de la part du Fonds depuis le début de la pandémie.

La dette nationale de la Tanzanie a augmenté de 3,9 Md USD en un an

Selon la revue économique mensuelle de la Banque de Tanzanie (BoT), la dette nationale du pays s'élevait à 33,7 Mds USD à la fin du mois de juillet 2021, en hausse de 3,9 Mds USD en un an et en hausse de 436,8 MUSD par rapport au mois précédent. La dette extérieure, comprenant les secteurs public et privé, s'élevait à 25,96 Mds USD à fin juillet 2021 et représentait 77,0 % de la dette nationale. Le profil de la dette extérieure par catégorie d'emprunteur est resté globalement inchangé, la dette du gouvernement central représentant 77,7 %.

Selon la BoT, les activités de transport et de télécommunications représentaient plus d'un quart de l'encours de la dette extérieure, associé aux méga-projets d'infrastructures en cours, suivi par la protection sociale et l'éducation, ainsi que l'énergie et l'exploitation minière.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international